

## Le Québec de Pangloss : *Structure and Change: An Economic History of Quebec*

José E. Igartua

Volume 39, Number 2, Fall 1985

Histoire de la famille

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304352ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304352ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

### ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this note

Igartua, J. E. (1985). Le Québec de Pangloss : *Structure and Change: An Economic History of Quebec*. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39(2), 253–261.  
<https://doi.org/10.7202/304352ar>

## NOTES CRITIQUES

### LE QUÉBEC DE PANGLOSS: *STRUCTURE AND CHANGE: AN ECONOMIC HISTORY OF QUEBEC*<sup>1</sup>

JOSÉ E. IGARTUA  
Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal

Depuis une trentaine d'années, la chose économique a pris une place de plus en plus grande dans la conscience collective des Québécois. Interpellés par leur milieu, les historiens et les économistes ont tenté de répondre à une foule d'interrogations sur les origines et l'évolution de la structure de l'économie québécoise. La situation sociale contemporaine a posé à l'histoire de nombreuses questions tout aussi controversées les unes que les autres, comme celles du «retard» du Québec par rapport à l'Ontario, des disparités régionales internes ou de la nature de la bourgeoisie québécoise. Les spécialistes ont fourni de nombreuses réponses à ces questions, de sorte qu'aujourd'hui le Québec est une des régions canadiennes dont l'histoire économique est la mieux connue. En dépit de ces progrès des connaissances, nous ne possédions pas, jusqu'à présent, d'ouvrage d'ensemble sur le sujet.

Dans *Structure and Change*, Robert Armstrong se propose d'intégrer l'essentiel des connaissances récentes dans le cadre général de l'interprétation néo-classique. L'auteur trace l'évolution économique du Québec depuis les débuts de la colonisation européenne jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Après une introduction esquissant les modèles d'analyse qui seront utilisés, l'ouvrage se divise en quatre sections: la première couvre la période allant du 16<sup>e</sup> siècle à la Conquête; la deuxième va de la Conquête à la fin du mercantilisme anglais en 1850; la troisième traite de la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle; la dernière se rend jusqu'à 1940. Chaque section contient des chapitres thématiques portant sur les principaux secteurs de l'économie durant la période; de plus, les deuxième et troisième sections comprennent des chapitres sur l'évolution des institutions. Quoique l'auteur ne le mentionne pas, l'ouvrage est certainement destiné à servir de manuel. Malheureusement, au plan du cadre général comme au plan de l'utilisation qu'on pourrait en faire comme manuel, l'ouvrage suscite de nombreuses réserves.

L'auteur se situe résolument dans la perspective néo-classique et adopte la théorie du marché («price theory», p. xv) comme cadre géné-

---

<sup>1</sup> Robert Armstrong, *Structure and Change. An Economic History of Quebec* (Toronto, Gage, 1984), xxii-295 p.

ral d'interprétation. Dans le sillage des travaux récents de l'historiographie économique canadienne et américaine, il a recours à deux types d'analyse en particulier, celle du produit générateur (*staple*) et celle du changement institutionnel - ce qui, selon l'auteur, serait une contribution originale. Ce choix méthodologique souffre d'une application trop rigide. L'histoire économique du Québec se fait verser sans ménagement dans le moule de l'analyse économique orthodoxe. Si la méthode amène l'auteur à soulever certaines questions nouvelles, elle le pousse le plus souvent à expliquer les comportements économiques par des affirmations gratuites, des thèses contradictoires ou des interprétations dénuées de toute vraisemblance. L'interprétation d'Armstrong passe systématiquement sous silence tout ce qui relève des rapports de force, depuis l'impérialisme français au 17<sup>e</sup> siècle jusqu'à la négociation de conventions collectives au 20<sup>e</sup>. Dans ce Québec d'agents économiques libres et rationnels, tout se passe pour le mieux dans le meilleur des mondes et la loi du marché explique tout.

C'est dans la première section, qui porte sur la Nouvelle-France, que le modèle de l'économie de marché s'applique le moins bien: le postulat d'un marché libre, qui sous-tend l'analyse néo-classique, a peu de pertinence dans le contexte mercantiliste des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. Les concepts d'avantage comparé et du produit générateur, que l'auteur utilise pour rendre compte du commerce des fourrures et du peuplement de la colonie, amènent l'auteur à proposer des interprétations qu'on ne peut qualifier autrement que de fantaisistes.

Le commerce des fourrures est expliqué à l'aide des concepts d'avantage comparé et de produit générateur (pp. 6-7). Les fourrures, un produit dont la production est particulièrement bien adaptée aux climats froids, constituaient le principal avantage comparé que détenait la Nouvelle-France par rapport à l'économie européenne. Le commerce des fourrures aurait attiré les Français au Canada et amené le début du peuplement. Produit générateur, les fourrures auraient engendré la croissance et le développement économiques du Canada en attirant du capital et de la main-d'oeuvre, en créant une demande pour des services d'exportation comme le transport maritime et en faisant augmenter le niveau moyen des revenus. De plus, les fourrures auraient eu une influence sur l'extension du peuplement en faisant connaître les régions adjacentes au Saint-Laurent. Le commerce des fourrures aurait été le moteur de la croissance économique en Nouvelle-France, même s'il produisait peu d'effets d'entraînement.

Aucune de ces affirmations ne s'appuie sur quelque mesure que ce soit. La plupart contredisent ce que l'on sait de façon générale sur les modalités des premières implantations françaises en Amérique du Nord. L'auteur en est conscient lorsqu'il admet que le commerce des fourrures n'avait pas d'effets d'entraînement directs, mais cela ne l'empêche pas

de répéter que le commerce des fourrures constituait la source principale de la croissance économique de la colonie (p. 11).

Dans la même veine, Armstrong présente le peuplement de la Nouvelle-France comme le fruit de décisions individuelles librement prises. Les immigrants potentiels calculaient la différence entre les revenus anticipés au Canada et leurs revenus en France, soustrayaient les coûts d'émigration et décidaient de passer au Canada si le résultat était positif (p. 15). Or, l'auteur fait état (pp. 9 et 17) des estimés de Harris et Warkentin qui fixent à seulement 5 pour cent la proportion des immigrants français venus au Canada à leurs propres frais. On s'interroge sur les motifs qui ont amené les engagés, les soldats démobilisés, les prisonniers et les filles du Roi, qui composaient 95 pour cent des immigrants, à venir au Canada, particulièrement lorsque l'auteur admet que l'agriculture canadienne ne bénéficiait pas d'avantages comparés par rapport à l'agriculture française. On se prend alors à se demander pourquoi si peu d'immigrants sont venus faire le commerce des fourrures, là où il y avait avantage comparé, et pourquoi ceux qui sont venus ont plutôt «choisi» l'agriculture comme secteur d'activité! On voit à quelles distortions conduit le postulat d'un marché libre de la main-d'oeuvre et l'application d'un concept macro-économique (l'avantage comparé) pour rendre compte de comportements individuels.

Le recours à la perspective néo-classique pour rendre compte de l'évolution des institutions soulève lui aussi des difficultés. Armstrong s'intéresse particulièrement à l'évolution du droit de propriété («property rights»). Il néglige cependant d'expliquer comment ceux-ci ont été institués, se contentant d'écrire (p. 17) que la Compagnie des Cent Associés «acquired legal title to most of Eastern North America» sans aborder la question de la légitimité de ces titres. C'est ainsi qu'apparaissent, tout naturellement, les institutions européennes en Nouvelle-France. Des «titres de propriété» des populations autochtones, des guerres entre Amérindiens et Français, pas un mot.

Dans un univers d'équilibre général, même les institutions s'ajustent aux forces du marché. C'est ainsi qu'on apprend que le régime seigneurial s'adapte graduellement au contexte nord-américain. On demeure perplexe quant à la nature de ces ajustements; en moins de deux pages (pp. 25-26), on lit que le régime seigneurial ne constituait pas une entrave à la mobilité des paysans, que ses dispositions ne permettaient pas le fonctionnement d'un marché foncier (ce qui aurait bien constitué un obstacle majeur à la mobilité des paysans), mais que ce marché fonctionnait quand même. En cas de doute, ce sont les postulats du cadre d'analyse qui l'emportent.

Les deux autres chapitres de la première partie, qui portent sur le système monétaire et sur les effets économiques de la Conquête, sont de meilleure facture. Le système monétaire de la Nouvelle-France est

de façon générale bien présenté. L'auteur conclut cette description en montrant comment les dévaluations de la monnaie coloniale par la métropole constituaient une forme de taxation. Mais le lecteur pourrait trouver certaines affirmations contradictoires. Armstrong remet en cause (pp. 32, 37) l'interprétation traditionnelle selon laquelle la masse monétaire était sans cesse rognée par le déficit de la balance commerciale entre la France et la Nouvelle-France. Il admet l'existence du phénomène durant les périodes où la monnaie de cartes était interdite, et affirme même (p. 35) que la valeur de la monnaie de papier variait selon l'état de la balance des paiements entre la colonie et la métropole, mais il conclut que, dans l'ensemble, la masse monétaire était suffisante pour les besoins de la colonie. Il appuie cette conclusion sur l'absence apparente de chute à long terme des prix nominaux. L'argument aurait plus de poids si l'on pouvait effectivement observer le mouvement réel des prix des produits de la colonie. Les données pour le faire n'existent pas. Armstrong voit peu d'utilité aux séries de prix du blé produites par Hamelin et Déchéne parce qu'elles sont constituées de prix courants et non constants (p. 24)<sup>2</sup>. Il prend soin de dire que ces questions ne peuvent être résolues sans des données plus systématiques sur les prix et les mouvements de capitaux; il tranche néanmoins la question, quelques lignes plus bas, en écrivant que la masse monétaire «... proved quite adequate» (p. 37). Ici aussi, on joue à qui perd gagne<sup>3</sup>.

Dans le chapitre suivant, l'auteur donne un aperçu des débats historiographiques entourant la Conquête et la question de la bourgeoisie. Les thèses en présence sont présentées honnêtement. Il ne traite toutefois pas des effets du changement de métropole sur la structure économique de la colonie; plus loin, dans un court paragraphe qui sert d'introduction au Chapitre 8, l'auteur affirme que la Conquête n'a pas apporté de modifications à la structure économique de la colonie. Il s'en tient donc à la question de la liquidation du papier du Canada et de ses effets dans la colonie et reprend l'interprétation traditionnelle en affirmant que la liquidation «produced an important loss of net wealth for the colonists» (p. 49). Cependant, pour la majorité des Canadiens, ces pertes furent probablement moindres qu'on le croit généralement<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> En critiquant Hamelin (pp. 24-25), Armstrong dénature le sens de son argumentation. Hamelin ne parle pas d'une «deterioration in the economic welfare of agricultural producers in the four decades after 1708», comme le prétend Armstrong (p. 25); il distingue entre différentes catégories d'habitants et se fonde sur l'accroissement de la superficie moyenne des terres mises en valeur pour parler plutôt de l'«ascension continue» des habitants «vers un sort meilleur» (*Économie et société en Nouvelle-France*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1960, 69).

<sup>3</sup> Il faudrait faire un peu plus attention aux détails. On n'a pas imprimé de monnaie de cartes dans la colonie au 17<sup>e</sup> siècle, contrairement à ce qui est dit aux pp. 33-34. Ce n'est qu'en 1751 que circuleront des billets imprimés obtenus de France. Voir Adam Shortt, *Documents relatifs à la monnaie, au change et aux finances du Canada sous le régime français* (Ottawa, Imprimeur du Roi, 1926), II: 764.

<sup>4</sup> Voir le chapitre VI, intitulé «The Liquidation of the Canada Paper», dans José E. Igartua, «The Merchants and *Négociants* of Montreal, 1750-1775: A Study in Socio-Economic History», thèse de Ph.D., Michigan State University, 1974.

La deuxième partie du livre, qui présente la période 1763-1850, est assez conventionnelle. Elle débute par une discussion des changements constitutionnels de 1763, 1774, 1791 et 1840 abordés sous l'angle de l'évolution des droits de propriété et des effets qui en découlent pour l'immigration et le peuplement. Ces changements institutionnels auraient influencé le rythme de l'immigration et du peuplement (p. 51), mais il n'est pas toujours facile à l'auteur de montrer de quelle façon cette influence a pu jouer. La Proclamation de 1763 n'a pas entraîné les flux souhaités d'immigrants britanniques au Québec (p. 56); l'acte constitutionnel de 1791 aurait laissé les paysans québécois indifférents (p. 58); l'acte d'Union «did not alter the definition of property rights in Lower Canada» (p. 65).

L'auteur explique cette absence de réactions aux changements institutionnels en faisant intervenir le concept de coût d'information. Ce serait leur ignorance des institutions du régime seigneurial qui aurait empêché les paysans anglophones de s'établir dans les seigneuries du Bas-Canada (p. 56); parallèlement, c'est surtout à cause d'un manque de familiarité avec la tenure en franc et commun socage que les paysans francophones se seraient abstenus de s'établir dans les Cantons de l'Est (p. 62), même s'il ajoute que le coût d'achat des terres a pu constituer un facteur additionnel. Les facteurs socio-culturels les plus tangibles sont passés sous silence.

Le sixième chapitre est consacré à l'agriculture et reprend l'essentiel de la description qu'en a donnée Fernand Ouellet. Dans les interprétations qu'il suggère, cependant, Armstrong s'éloigne du point de vue de Ouellet et se rapproche de ceux de Paquet et Wallot et de McInnis: le paysan québécois aurait démontré, pour l'essentiel, un comportement rationnel eu égard aux circonstances difficiles qui affligeaient l'agriculture du Bas-Canada. L'auteur fait état des débats entourant la «crise agricole» et ses origines, critiquant la périodisation mise de l'avant par Ouellet, soulevant des doutes sur l'existence même d'une crise agricole avant les années 1830 et remettant en question les liens entre la situation économique et la montée du nationalisme (p. 75). Ailleurs, cependant (pp. 63, 79), Armstrong affirme que la chute des revenus agricoles durant les années 1830 a entraîné la montée du nationalisme. Le novice aura de la difficulté à s'y retrouver.

La confusion provient de la contradiction essentielle entre l'interprétation de Ouellet et celle des tenants du modèle néo-classique. Ou bien on accepte l'interprétation de Ouellet et l'on constate qu'il y a crise agricole<sup>5</sup> et qu'elle est attribuable en grande partie à la mentalité conservatrice des paysans, ou bien l'on postule que les paysans se comportent en producteurs rationnels et l'on met en doute l'existence d'une crise

<sup>5</sup> Qu'elle débute en 1802, en 1815 ou en 1830 n'affecte pas la logique de l'argumentation.

structurelle de l'agriculture bas-canadienne. Dans le cadre néo-classique de l'équilibre général, il faut alors expliquer pourquoi l'écart entre les revenus agricoles au Québec et le reste de l'Amérique du Nord allait en s'accroissant (p. 85). Une paysannerie «rationnelle» aurait réagi à la situation en émigrant en plus grand nombre, ce qui aurait réduit la pression démographique dans le Bas-Canada. En fin de chapitre, l'auteur se voit obligé d'expliquer cet écart des revenus agricoles en termes de résistances culturelles (p. 86)<sup>6</sup>.

Dans le modèle néo-classique, les acteurs économiques sont sensés ajuster leurs comportements de façon à maximiser leurs revenus. Les comportements démographiques devraient constituer à cet égard un mécanisme essentiel d'ajustement à moyen terme. Armstrong a recours à ce modèle pour expliquer l'immigration des Québécois vers la Nouvelle-Angleterre après 1850 (pp. 166-168) et suggère (p. 250) qu'une «economic theory of fertility» pourrait rendre compte des niveaux élevés de fécondité au Québec qu'on retrouve encore au 20e siècle. Au Bas-Canada, cependant, la détérioration du secteur de l'agriculture, au cours de la première moitié du 19e siècle, n'engendre pas d'ajustements dans les comportements démographiques<sup>7</sup>. Non seulement Armstrong n'explique pas cet écart par rapport à son modèle, il n'aborde même pas le sujet. D'autre part, il n'hésite pas à voir dans le mince écart entre l'accroissement des superficies cultivées et celui de la population entre 1765 et 1784 - 66 contre 62 pour cent - une réponse à l'ouverture des marchés impériaux pour le blé (p. 56). L'*homo oeconomicus* québécois avait de bien curieuses façons de manifester sa «rationalité».

Les chapitres 7 et 8 portent sur le système monétaire et les banques et sur le commerce extérieur. L'histoire des institutions financières et de l'évolution de la structure du commerce impérial est présentée de façon traditionnelle; ces deux chapitres résument rapidement ce qu'on retrouve dans Easterbrook et Aitken. Armstrong aborde un peu plus explicitement les rapports entre l'évolution du cadre institutionnel et la croissance économique, mais il le fait de façon beaucoup plus discrète que dans les premiers chapitres de son ouvrage. S'agissant des droits de propriété sur les ressources naturelles, il montre comment l'incapacité du gouvernement à protéger ses titres de propriété a conduit au pillage des terres de la Couronne par les entrepreneurs forestiers. Il souligne ainsi, un peu malgré lui, l'importance des rapports de force dans l'application du droit de propriété. Cette considération disparaît lorsqu'il traite d'un autre aspect du commerce du bois, celui du flottage

<sup>6</sup> Plus loin (p. 166), il affirme péremptoirement que les coûts afférant aux migrations étaient trop élevés avant 1840. Ces coûts auraient-ils été plus élevés pour les paysans québécois que pour les immigrants irlandais?

<sup>7</sup> Voir Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850* (Montréal, Fides, 1966), 272-273.

des billots vers les ports d'expédition. Le fait que les voies d'eau appartenaient à la Couronne n'en faisait pas pour autant une «common property» accessible à peu de frais (pp. 116-117). La guerre des Shiners, sur la rivière Outaouais, dans les années 1830, démontre bien que ce «droit» dépendait d'abord des rapports de forces<sup>8</sup>. D'autre part, les marchands de bois eurent tôt fait de s'approprier les endroits stratégiques à leur commerce, c'est-à-dire les rives et les quais des villes portuaires. Ici aussi, ce qui n'entre pas dans le cadre néo-classique est relégué dans l'ombre.

La troisième partie, qui couvre la période 1850-1900, débute comme la précédente par une esquisse de l'évolution du cadre institutionnel, c'est-à-dire les politiques tarifaires, le développement des transports et l'avènement de la Confédération. L'essentiel y est présenté de façon claire, sans être alourdi de suppositions inutiles. Vient ensuite un chapitre sur l'agriculture dans la deuxième moitié du 19e siècle qui résume bien les recherches récentes, notamment les travaux de McInnis et Lewis sur l'état de l'agriculture québécoise en 1851 et l'article d'Isbister sur la production calorifique du Québec et de l'Ontario. L'auteur attribue la productivité agricole inférieure du Québec à une multiplicité de facteurs, dont les différences dans la qualité du sol, la sévérité du climat et la dotation en capital et en main-d'oeuvre. La situation pénible du secteur agricole et la croissance des revenus dans d'autres secteurs d'activité, au Québec et ailleurs, accéléra les mouvements migratoires vers la ville industrielle, qu'elle soit au Québec ou en Nouvelle-Angleterre. Si ces migrations cadrent bien avec des modèles strictement économiques de comportement, il en va autrement du mouvement de colonisation, dont Armstrong nous dit (p. 167) qu'il amena l'ouverture des terres moins productives que celles des vieilles régions. La portée de l'explication du comportement des paysans en termes purement économiques (pp. 166, 168) en est réduite d'autant: doit-on conclure que les paysans qui s'établissaient sur les terres de colonisation n'avaient pas un comportement «rationnel»?

Le chapitre 11, qui traite des industries forestières et minières, constitue l'apport le plus original du livre. A partir de ses propres travaux, l'auteur nous présente l'évolution des droits de propriété des ressources naturelles comme préambule à la description de l'évolution de la production dans ces deux secteurs. La place accordée à ces secteurs apparaît toutefois disproportionnée dans un ouvrage de synthèse, étant donné leur contribution minimale à l'économie de la province (p. 186) au cours de la période traitée. Le chapitre sur les forêts et les mines a la même longueur que le chapitre suivant, qui traite de l'événement central de la période, la Révolution industrielle.

<sup>8</sup> Voir Michael S. Cross, «The Shiners' War: Social Violence in the Ottawa Valley in the 1830s», *Canadian Historical Review*, 54 (mars 1973): 1-26.



Armstrong aborde la Révolution industrielle sous l'aspect des facteurs de localisation. Il décrit la croissance du secteur industriel, la structure de la demande régionale et des frais de transport, la dotation en ressources, les politiques gouvernementales et les niveaux de salaire. Selon Armstrong, ce sont les trois premiers facteurs qui ont le plus d'influence sur le type d'industries qui s'établissent au Québec et sur la localisation de ces entreprises. Tout s'explique donc assez facilement par le jeu du marché, jusqu'à la syndicalisation, présentée comme étant «... a lagged response to the change in the nature of production...» (p. 202). Ces changements dans la nature de la production apparaissent essentiellement comme des changements d'échelle. Des transformations dans la nature du travail, de la perte de contrôle des travailleurs sur le procès de travail, de l'état des conditions de travail ou du niveau de vie des travailleurs, pas un mot. Pourtant, ces phénomènes, qui découlent eux aussi du jeu du marché, constituent le fondement de l'augmentation de la productivité qui caractérise la Révolution industrielle.

La dernière partie du livre couvre la période 1900-1940. Les quatre chapitres de cette partie traitent des ressources naturelles, du secteur manufacturier, du marché du travail et du rôle de l'État. Cette section est sans doute la plus utile de l'ouvrage. Le chapitre consacré aux ressources naturelles, en particulier, donne pour la première fois une vue d'ensemble du sujet<sup>9</sup>. Même au 20<sup>e</sup> siècle, cependant, certains phénomènes économiques demeurent difficiles à expliquer. L'auteur revient à deux reprises (dans le chapitre sur le secteur manufacturier ainsi que dans le suivant, sur le marché du travail) sur les disparités dans les niveaux de salaire entre le Québec et l'Ontario. Étant donné que les deux provinces ont une structure industrielle semblable (p. 233), l'auteur est forcé de conclure que les travailleurs québécois constituent, à cause de leur langue et de la mobilité réduite qui en découle, une main-d'œuvre captive (pp. 240, 264). Pourquoi ces facteurs culturels restreindraient-ils davantage la mobilité des Québécois francophones au 20<sup>e</sup> siècle qu'au 19<sup>e</sup>?

L'auteur reprend l'explication par des facteurs culturels (la croissance démographique, la langue, le niveau d'alphabétisation de la main-d'œuvre) des écarts de revenus entre le Québec et les régions adjacentes dans sa conclusion, après avoir fait ressortir le caractère conservateur de l'État provincial au début du siècle. Se sentant entraîné sur une pente glissante, il se rattrape quelques lignes plus bas:

---

<sup>9</sup> Une amusante maladresse d'expression fait dire à l'auteur que les Américains n'ont rien mangé pendant trente ans: «... per capita consumption of agricultural commodities in the United States ... decreased to zero between 1905 and 1939» (p. 207). Il est évident, d'après le contexte, que c'est le *taux de croissance* qui s'approche de zéro durant cette période.

«Any secular disparities in per capita output and incomes cannot be attributed to differences in *mentalité*. The attitudes of Quebecers toward net income maximization and risk-taking have not been measurably different. Quebecers have pursued economic and political objectives similar to other North Americans even though their preferences and institutional arrangements are distinct» (p. 289).

C'est à se demander ce qu'il entend par mentalité!

Les comportements économiques sont indissociables des comportements sociaux. A vouloir trop expliquer, on n'explique pas grand-chose. Les interprétations alambiquées et les affirmations souvent gratuites qu'Armstrong met de l'avant confondront autant le lecteur averti que le novice et n'aboutiront en fin de compte qu'à faire ressortir la portée limitée de la théorie économique néo-classique. Ce livre satisfera peut-être les économistes, mais il risque fort de décevoir les historiens.